

Additif aux conditions générales de prévoyance collective à adhésion obligatoire
Convention collective nationale de la Mutualité (IDCC 2128)

Date d'effet : 1^{er} janvier 2022

Le présent document est un complément aux conditions générales de votre contrat de prévoyance collective à adhésion obligatoire.

Il a pour objet de faire évoluer certaines clauses des conditions générales de votre contrat à effet du 1^{er} janvier 2022, au regard notamment des dernières évolutions législatives et réglementaires régissant la protection sociale complémentaires des salariés.

Plus précisément, les évolutions apportées aux conditions générales, à compter de la date d'effet de votre contrat, et au plus tôt au 1^{er} janvier 2022, concernent :

- le maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail indemnisée,
- les modalités formelles de résiliation du contrat par le souscripteur,
- la revalorisation des prestations en cas de résiliation du contrat,
- la réforme de la procédure civile,
- la prise en compte, dans le cadre de la portabilité, du différé d'indemnisation appliqué par le régime d'assurance chômage.

Le présent additif aux conditions générales formalise les nouvelles dispositions qui s'appliquent à votre contrat.

Parmi les modifications présentées, ne vous sont applicables que celles qui ne sont pas déjà actées au sein de votre contrat.

MAINTIEN DES GARANTIES EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL INDEMNISÉE

En application de l'instruction interministérielle n° DSS/3C/5B/2021/127 de la Direction de la Sécurité sociale du 17 juin 2021, les dispositions de votre contrat relatives au maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail indemnisée sont complétées par les dispositions suivantes :

- Lorsque la période de suspension du contrat de travail donne lieu à un revenu de remplacement versé par l'employeur, notamment en cas d'activité partielle ou d'activité partielle de longue durée, dont l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité...), les garanties définies à votre contrat sont maintenues au bénéfice du salarié pendant toute la période de suspension de son contrat de travail indemnisée sous réserve du paiement de la cotisation correspondante dans les conditions applicables aux salariés actifs ;
- L'assiette servant de base au calcul des cotisations et des prestations, durant cette période de maintien des garanties, est constituée de ce revenu de remplacement versé par l'employeur, brut de cotisations et contributions de Sécurité sociale.

MODALITÉS FORMELLES DE RÉSILIATION DU CONTRAT PAR LE SOUSCRIPTEUR

En application de la Loi n° 2019-733 du 14 juillet 2019, entrée en vigueur au 1^{er} décembre 2020, votre contrat peut être résilié à chaque échéance annuelle, sous réserve de respecter un délai de préavis d'une durée de 2 mois avant cette échéance, soit avant le 31 octobre précédant la date de son renouvellement :

- à l'initiative de l'organisme assureur par lettre recommandée,
- à l'initiative du souscripteur en adressant une notification à l'organisme assureur, conformément aux dispositions de l'article L. 113-12 du Code des assurances. **L'organisme assureur devra confirmer par écrit la réception de la notification.**

REVALORISATION DES PRESTATIONS PÉRIODIQUES EN COURS DE SERVICE EN CAS DE RÉSILIATION DU CONTRAT

Lorsque votre contrat assure une ou plusieurs garanties pour lesquelles une revalorisation des prestations est appliquée, par principe, en cas de résiliation ou du non-renouvellement de votre contrat, les revalorisations cesseront d'être appliquées à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement, les prestations périodiques en cours de service ou résultant d'un événement garanti survenant antérieurement à la résiliation ou au non-renouvellement, continueront d'être versées à leur niveau atteint à cette date.

Par exception, en cas de résiliation ou du non-renouvellement de votre contrat, en l'absence d'organisme assureur reprenneur, la revalorisation des prestations en cours de service ou résultant d'un événement garanti survenant antérieurement à la date de résiliation ou du non-renouvellement de votre contrat continuera d'être assurée dans les conditions prévues à votre contrat.

RÉFORME DE LA PROCEDURE CIVILE

En application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021, le tribunal du lieu de domicile de l'assuré, compétent pour répondre des litiges liés à votre contrat, notamment des litiges médicaux est le tribunal judiciaire.

Le tribunal judiciaire est issu de la fusion des tribunaux d'instance (TI) et des tribunaux de grande instance (TGI).

PORTABILITÉ : PRISE EN COMPTE DU DIFFÉRÉ D'INDEMNISATION APPLIQUÉ PAR L'ASSURANCE CHÔMAGE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE INCAPACITÉ TEMPORAIRE DE TRAVAIL

Lorsque votre contrat assure la garantie incapacité temporaire, les droits garantis au titre de la portabilité des droits en application de l'article L. 911-8 du Code de la sécurité sociale, ne pourront pas conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage au titre de la même période.

Dans l'hypothèse où les allocations chômage ne seraient pas encore versées (notamment en raison d'un différé d'indemnisation appliqué par le régime d'assurance chômage), celles-ci seront reconstituées sur la base de celles que l'ancien salarié aurait pu percevoir. Les allocations chômage ainsi reconstituées viennent en déduction des prestations servies par le contrat au titre de la portabilité.

